Communiqué de presse - Recours contre la Société du Grand Paris.

A l'initiative du collectif « Anti-nuisances de Bondy », 9 associations et 57 citoyens de Bondy, Aubervilliers, Villemomble, Rosny-sous-Bois, Le Perreux-sur-Marne, Pavillons-sous-Bois, Montreuil, Paris, ont déposé un recours gracieux auprès du préfet de Seine-Saint-Denis, dirigé à l'encontre de l'arrêté n°2021-3381 du 2 décembre 2021 portant modification de la déclaration d'utilité publique relative aux travaux nécessaires à la réalisation de la ligne 15 Est / orange du réseau complémentaire du réseau de transport public du Grand Paris.

Le recours souligne les insuffisances de l'étude d'impact, les lourdes lacunes qui en découlent concernant l'information du public, les impacts à venir non mesurés qui nécessitent une nouvelle consultation du public.

Ces impacts se mesurent particulièrement quant aux emprises travaux que la SGP s'est octroyées pour son seul « confort », sur la gare du Fort d'Aubervilliers avec la destruction des jardins ouvriers, sur la gare de Bondy par l'expulsion de 3 familles et le sacrifice de la crèche Janusz Korczak, sur Rosny-sous-Bois avec la destruction de 25 pavillons, sur le chantier de la gare de Nogent/Le-Perreux-sur-Marne avec 45 familles expropriées et les nuisances sonores imposées aux riverains.

Le mépris et la surdité de la SGP se sont révélés lors de la réunion publique du 5 juin 2021 à Bobigny, organisée par la commission d'enquête publique dans le cadre de la modification n°2 de la DUP initiale validant la ligne 15 Est. Cette réunion destinée à échanger avec les riverains du tronçon Bobigny/Rosny-sous-Bois, n'a pas permis l'écoute attendue, mais a provoqué à l'inverse colère et détermination pour que les habitants puissent enfin être associés aux projets qui les concernent.

Associations et riverains de la gare de Bondy se sont mobilisés en vain pour tenter de se faire entendre par la Société du Grand Paris. Enquêtes publiques biaisées, réunion publique à Bondy, réunion du collectif avec la SGP et SNCF Réseau au siège de la SGP à Saint-Denis, propositions alternatives à l'emprise destructrice de la rue Etienne Dolet, marche symbolique le 4 décembre 2021 pour démontrer les risques associés à l'emprise chantier de la Gare de Bondy, n'ont pas permis un dialogue que rejettent toujours les technocrates de la SGP.

Une nouvelle fois le recours auprès des tribunaux reste le dernier moyen permettant de faire valoir la raison.

Contact:

Francis Redon: francis.redon1@free.fr

Collectif Anti Nuisances Bondy









Bondy Autrement

Amicale des locataires Jean Moulin - Bondy Nord



